

Une heure chez M. Rakowsky, ambassadeur des Soviets à Londres

Christian Rakowsky

Source : « La France », vendredi 7 novembre 1924, p. 1.

Les déclarations que M. Rakowsky a bien voulu me faire, hier matin, dans le salon de l'appartement qu'il occupe depuis mardi dans un hôtel des environs de l'Étoile, reflètent, bien entendu, le point de vue officiel du gouvernement de Moscou et c'est dans ce sens que les lecteurs de l'« Éclair » les interpréteront. M. Rakowsky est grand, très mince, vêtu avec élégance. Il paraît avoir une quarantaine d'années. Il a le masque énergique et le menton, volontaire, a parfois des mouvements brusques qui disent que l'homme est habitué à se battre. La bouche au sourire amer et parfois énigmatique, est presque sans lèvres. Le regard se fait tour à tour dur et profond, impénétrable et enveloppant. La voix est sèche et un peu lente. M. Rakowsky parle un français extraordinairement pur.

— On déclare trop aisément, me dit-il, que mon pays est guetté par la famine. Ce bruit qui a certainement des visées politiques que je ne chercherai pas à tirer au clair, est aussi faux que possible. Je ne vous dirai pas que la dernière récolte a été très abondante, mais je puis vous affirmer quelle suffira grandement à la consommation du pays et qu'elle permettra aux Soviets d'exporter un million et demi ou deux millions de tonnes de blé.

Certes, nous sommes loin des dix millions de tonnes qu'une récolte normale fournit à l'exportation, mais les chiffres que je vous donne et dont je vous garantis l'authenticité, démentent éloquentement les propos de ceux qui prétendent que la population de notre immense République est à la veille de manquer de pain.

On prétendra certainement que si le gouvernement de Moscou était aussi optimiste que moi, il prendrait dès maintenant des mesures pour que notre excédent de blé fût exporté le plus tôt possible. À cette remarque je répondrai que, pour des raisons politiques spéciales (M. Rakowsky appuya sur ces mots) l'exportation ne se fera qu'au printemps prochain.

Il me restait tant de questions à poser à M. Rakowsky que je ne lui fis pas remarquer que le rapport annuel de M. Sviderski, publié par les « Izvestia » du 8 octobre dernier, n'est pas aussi rassurant que ses propres déclarations sur l'éventualité d'une famine. Je ne lui rappelai pas que la première journée de la session du comité exécutif pan-russe, qui s'est ouverte à Moscou le 7 octobre, a été consacrée à un exposé du même M. Sviderski dont le but était de mettre les deux cents délégués des différentes régions de la République au courant des mesures prises par le gouvernement central pour tenter d'enrayer les ravages de la famine. Je ne lui signalai pas non plus l'article de M. Jean Serebrianoff, membre de la deuxième Douma de l'empire russe, paru ces jours derniers dans le « Soir » de Bruxelles et démontrant clairement que le « grenier russe » est une légende. « La Russie d'avant-guerre avait, dit M. Serebrianoff, de fortes exportations. Mais cet étalage tachait la misère profonde du peuple russe. Car une véritable famine régnait dans dix ou quinze gouvernements du pays. » Je n'eus pas la cruauté de faire observer à M. Rakowsky que, si la Russie des tsars ne suffisait pas à produire le blé nécessaire à sa consommation, ce

n'était pas le régime instauré dans les campagnes par la révolution soviétique qui pouvait avoir amené les paysans à intensifier la production de leurs champs.

— En ce qui concerne la situation industrielle, poursuivit M. Rakowsky, je m'empresse de vous affirmer qu'elle est assez satisfaisante. L'année industrielle va, chez nous, du 1er octobre au 30 septembre. Or, dans le rapport qu'il a publié au début du mois dernier, le Conseil de l'économie nationale montre que les résultats obtenus sont encourageants. Deux seules industries sont actuellement en régression : celle du tabac et celle du caoutchouc. À part ces deux points faibles, notre avenir industriel peut être envisagé avec sérénité.

Notre essor économique est, cependant, enrayé par le mauvais état de nos routes. Le gouvernement soviétique tente en ce moment un gros effort de ce côté. Quant aux chemins de fer, notre réseau n'est peut-être pas très développé, mais le gouvernement a déjà construit quelques lignes nouvelles

Notre situation financière ? Elle est rassurante. Notre budget se solde actuellement par un déficit de 200 millions de roubles-or seulement. Il y a lieu, vous le voyez, d'avoir confiance dans l'avenir. Pour arriver à ce résultat, il nous a fallu faire de grandes économies. Il nous a fallu aussi avoir recours à des emprunts. Les compagnies de chemins de fer et les grandes industries ont émis des bons à faible intérêt, qui circulaient dans le public et qui pouvaient servir à payer le transport des marchandises ou à solder l'achat des produits industriels.

Le regard de M. Rakowsky se fit subitement plus dur et son visage devint instantanément impénétrable, lorsque je demandai à l'ambassadeur des Soviets à Londres son avis sur le sort réservé aux biens français de Russie.

— C'est là, me dit-il, une question qui fera l'objet des premières négociations franco-soviétiques. Je n'ai sur ce point aucun avis. Il m'est impossible de préjuger du résultat des pourparlers qui vont s'engager. Tout dépend de l'atmosphère morale dans laquelle ils s'engageront.

Il est évident que la solution du problème ne pourra consister qu'en un compromis. Pour que ce compromis soit acceptable par les deux parties, il ne faut pas que les représentants du gouvernement français arrivent dans la salle des négociations avec des principes élaborés à l'avance et les représentants soviétiques avec des instructions intangibles. Le heurt des doctrines formelles rendrait les pourparlers impossibles. Il faut chercher d'abord un terrain d'entente et il est nécessaire que nos deux gouvernements abordent les discussions sans arrière-pensée, avec le vif désir d'aboutir promptement à un compromis (je répète à dessein ce mot) raisonnable. Le même esprit devra présider aux négociations relatives à la reconnaissance des dettes de l'ancien régime.

Je ne crois pas, répondit M. Rakowsky à une dernière question, que le résultat des élections anglaises ait une répercussion quelconque sur les rapports entre les soviets et la Grande-Bretagne. Les préoccupations économiques priment actuellement les questions politiques dans les rapports internationaux. L'Angleterre a ses chômeurs ; les Soviets ont leur situation économique à consolider ; les questions de politique intérieure seront rejetées au second plan.

M. Rakowsky, qui partira ce soir pour Londres, a pris, hier, possession de l'hôtel de l'ambassade russe à Paris, au nom de l'U.R.S.S. Il y a laissé M. Woline, qui sera l'un des principaux collaborateurs de [M. Krassine](#). Ajoutons que la commission des affaires russes s'est réunie dans l'après-midi au ministère des affaires étrangères, sous la présidence de [M. de Monzie](#). Elle s'est occupée de diverses affaires connexes à l'établissement des rapports avec les soviets, notamment de la situation des réfugiés russes en France.